



MOSCOU

ORGANE DU 3^e CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N^o 21, Dimanche 19 Juin 1921.

Direction: Dunejny 5, ch. 18.
de 3 à 5 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 1-77-77 et Kremlin 151.

Secrétaire de la Rédaction: Tverskaia 48.
de 6 à 8 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 5-48-10 et 3-79-05.

Le développement du mouvement communiste en Tchéco-Slovaquie.

Le prolétaire de Tchéco-Slovaquie s'est frayé un chemin au communisme à travers les illusions démocratiques et les aberrations nationalistes. La vieille Autriche était un Etat à demi féodal dans lequel une nation, la nation allemande ou à dire mieux la bourgeoisie allemande, jouait un rôle prépondérant dû à sa grande puissance économique surtout après le triomphe de l'impérialisme dans la politique étrangère d'Autriche en 1908 (annexion de la Bosnie), et dû également à l'influence prépondérante de l'impérialisme germanique. La longue lutte menée pendant des dizaines d'années en vue de l'avènement d'une démocratie parlementaire bourgeoise et contre la repression des nationalités, eut pour résultat que les masses populaires commencèrent à voir dans la démocratie et dans l'indépendance nationale non plus seulement une étape indispensable de la lutte pour le pouvoir, mais bien une fin en soi. Les partis social-démocrates des nationalités non allemandes se consacrèrent presque exclusivement à la lutte pour l'indépendance nationale, pour „l'autonomie nationale“ et c'est ainsi que dès 1897 se dispersa le parti autrichien, ayant proclamé l'autonomie des fractions de telle et telle nationalité qui jusqu'alors étaient restées reliées par un Exécutif commun. Désormais le soi-disant Parti „Unifié“ n'exista plus que de nom et les antagonismes nationaux s'étant éveillés ce parti de parade dû se dissoudre. En 1905 eut lieu son dernier congrès.

La fraction allemande de la social-démocratie autrichienne voguait au point de vue théorique dans le sillage de l'austro-marxisme qui somme toute n'est pas autre chose que la transposition d'une politique opportuniste. L'opposition à cette politique et les théoriciens de cette opposition surgis à Reichenberg, n'allèrent pas plus loin.

Pendant la guerre le parti tchèque et le parti allemand adoptèrent tous les deux une politique de social-patriotes. Sous la conduite de Renner et de Seitz la fraction allemande du parti autrichien vint à la rescousse et institua le „renouvellement“ de l'Autriche que Renner a voulu réaliser après la guerre en Europe Centrale. La social-démocratie tchèque sous la conduite de Smeral se coalisa avec les partis bourgeois et surpassa le parti allemand en fait de patriotisme. Dans les deux cas cette politique ne fut nullement, comme par exemple en Allemagne, le résultat du désir exprimé par les masses. Les prolétaires allemands étaient aussi hostiles à l'Autriche que les prolétaires tchèques. Les chefs du parti allemand ne pouvaient, s'inspirant de leur austro-marxisme, adopter aucune autre politique et elle s'appuyait sur l'imprécision des connaissances théoriques du prolétariat allemand; les chefs du prolétariat tchèque, craignant la dissolution de leur organisation et les poursuites des autorités ne trouvèrent pas même le courage de mener une politique nationaliste. Dans le parti allemand il n'y avait que quelques voix, celles de certains camarades de Vienne, pour s'élever contre la politique social-patriote; parmi les organisations locales l'opposition ne rencontrait d'écho que dans la région de Reichenberg ou elle s'était installée dès le début de la guerre. Quant au parti tchèque, l'opposition, du reste pour la plupart du temps exclusivement pacifiste et journalistique et très rarement propagandiste, ne fut appuyée que par les centristes qui s'étaient séparés en 1910 du parti tchèque. De là provint dans le parti tchèque une aile gauche nationaliste qui mena à l'intérieur du pays la lutte que Massarik menait à l'extérieur.

Le délabrement de l'Autriche, la fin des Habsbourg, tout cela produisit parmi les nations non allemandes un afflux de nationalisme cependant que le prolétariat allemand sous la conduite d'Otto Bauer, était bercé des plus pures illusions démocratiques. Lorsque les troupes tchèques occupèrent de force les districts des Sudètes habités par une population exclusivement allemande, cependant que la social-démocratie tchèque comme un seul homme tombait dans le sens de la bourgeoisie tchèque et de l'Entente, les naïves illusions du prolétariat allemand au sujet

de l'autodétermination démocratique se dissipèrent et le prolétariat de ces districts les abandonna pour une politique nettement nationale. C'est ainsi que la guerre mondiale finie les prolétaires allemands et tchèques se trouvèrent face à face en Tchéco-Slovaquie dans des attitudes hostiles. Les social-démocrates tchèques se prononcèrent sans la moindre restriction en faveur de la coalition avec la bourgeoisie qui seule, leur semblait-il, pouvait garantir le bien-être à l'état tchèque cependant que les prolétaires allemands, en appelant à Wilson, réclamaient le droit à l'autodétermination; en même temps il ne faut pas oublier que pour les prolétaires allemands de Tchéco-Slovaquie, l'Allemagne, avec son gouvernement socialiste, paraissait être un Etat prolétarien, tandis que par contre la Tchéco-Slovaquie leur présentait le spectacle impudent de l'asservissement au capital de l'Entente.

LA SITUATION INTERNATIONALE DE LA RUSSIE SOVIETISTE.

IV.

Les divisions intérieures de l'Aréopage des puissances victorieuses qui régissent le monde sont une des sources du chaos politique général de la période actuelle. Leur victime l'Allemagne n'a pas encore sa politique propre. La résurrection d'une politique allemande indépendante appartient à l'avenir. La politique actuelle de l'Allemagne est passive, elle consiste ou bien à désarmer les vainqueurs par son humilité, ou bien à chercher un appui dans les intérêts réels de l'Angleterre qui conseillent à cette dernière de conserver l'organisme économique de l'Allemagne comme un élément d'équilibre précieux dans le système économique mondial. Le commerce avec l'Allemagne est pour nous comme pour elle un besoin élémentaire, et avec le développement grandissant de notre économie socialiste sur lequel nous comptons fermement, d'autre part avec la grande énergie manifestée même au sein des désastres par la production industrielle allemande, l'accord relatif à la représentation réciproque entre la Russie et l'Allemagne est sans aucun doute le point de départ de relations économiques dont l'ampleur ne fera que grandir dans la suite.

Dans l'ancienne monarchie des Habsbourg, c'était la Bohême qui présentait le développement industriel le plus considérable. C'est elle encore qui, transformée en République tchéco-slovaque, entre tous les successeurs de cette monarchie, est entrée la première dans la voie des relations commerciales avec nous. Les bases du traité de commerce à conclure entre les deux pays sont déjà adoptées, une délégation commerciale russe est actuellement en route pour Prague. Quand au mois de décembre 1919 monsieur Clémenceau proclamait à la veille de son départ une nouvelle croisade contre les Républiques Soviétistes à laquelle participeraient la Tchéco-Slovaquie, la Pologne et la Russie, le ministre Benes protesta immédiatement. Au printemps de 1920, dans une note qu'il nous adressa au sujet de la reprise des relations, Benes assigna à son pays la mission de servir de lien entre l'Orient et l'Occident au milieu de cette Europe déchirée en deux parties adverses. Depuis que les socialistes ont quitté le ministère, l'attitude du gouvernement tchéco-slovaque à l'égard de la Russie Soviétiste est devenue plus froide. Les larges couches commerciales et intellectuelles de Tchéco-Slovaquie sont cependant d'une autre opinion et les manifestations éclatantes de leurs idées à cet égard, les meetings et les résolutions adoptées en faveur d'un rapprochement plus accentué avec nous et de l'établissement d'un commerce régulier entre la Tchéco-Slovaquie et la Russie portent déjà leurs fruits.

Après le rôle préparatoire joué à Prague par notre délégation pour le rapatriement des prisonniers de guerre, qui a en même temps posé les jalons de rapports réguliers entre les deux pays, il est certain que les délégations commerciales actuellement échangées créeront un lien plus solide et plus étroit entre nous.

Le système fondamental qui domine

Peu à peu cependant les écailles commencent à tomber. L'état tchèque ayant perdu toute pudeur, l'illusion d'une république socialiste qui avait servi à amadouer le prolétariat tchèque, s'évanouit. D'autre part disparut non moins définitivement l'Allemagne „prolétarienne et socialiste“; les journées de janvier et celles de mars montrèrent aux prolétaires allemands de Tchéco-Slovaquie qu'ils se trouvaient coincés entre deux Etats capitalistes. L'annexion à l'Allemagne, qu'elle ait pu paraître un idéal, perdit tout son prestige. Le développement économique des prolétariats des deux nationalités leur apprit que le changement survenu en 1918 n'était point du tout une révolution car leur position ne s'était en rien modifiée. C'est ainsi que furent posés les premiers jalons du mouvement communiste en Tchéco-Slovaquie.

KARL KREIBICH.

dans nos relations extérieures, à savoir la coopération économique avec les gouvernements capitalistes, porte déjà ses fruits dans les Pays Baltiques.

L'Esthonie n'a pas eu à regretter sa décision sage de conclure la première un traité de paix avec la Russie Soviétiste. La vie intense qui règne dans le port de Reval et le trafic ininterrompu qui enrichit le réseau esthonien sont la conséquence de la politique de paix inaugurée envers nous par l'Esthonie.

Des relations analogues d'utilité économique réciproque se développent de plus en plus entre la Russie et la Lettonie. Ces mêmes Etats qui, dans le système de Clémenceau devaient servir de fer barbelé dans l'encerclement des républiques soviétistes détestées, sont devenus au contraire un pont qui nous relie aux grands pays de production moderne et au marché mondial.

La Lithuanie aussi, à laquelle la Russie a cédé par le traité de Moscou la souveraineté sur Vilna, souveraineté qui ne peut être transférée à la Pologne que par la Lithuanie elle-même, la Lithuanie, ce pays de paysans luttant depuis des siècles contre les seigneurs polonais, n'a qu'à se féliciter du traité de paix qu'elle a signé avec la Russie et des relations d'amitié réelle qui nous unissent depuis lors. C'est avec une sympathie active que la Russie suit les destinées de ce pays dans sa situation précaire, car son indépendance complète est une nécessité pour la conservation de l'équilibre général si difficile à maintenir dans cette partie de l'Europe.

La paix de Riga est un facteur fondamental de cet équilibre. Nous pouvons déjà être heureux de constater l'activité grandissante des partis représentant les paysans polonais, activité devant laquelle s'efface de plus en plus le rôle des groupements impérialistes et réactionnaires à outrance. Nous croyons que la décision prise par nous à Riga de ne pas refuser à la Pologne un agrandissement territorial considérable vers l'Est, à porté ses fruits, précisément dans cette influence grandissante des éléments pacifiques sur le monde politique polonais. Pour notre part nous considérons la paix de Riga comme une base solide et ferme, destinée à régler les relations entre les deux peuples. Certains indices nous faisaient craindre que les groupements hostiles à la Russie et à l'Ukraine, les gardes-blancs russes, les pétluriens, avaient encore conservé quelque appui, au moins dans certains milieux militaires de Pologne. La tournure générale de l'opinion publique polonaise envers nous nous persuade que, malgré quelques difficultés partielles, le désir de paix et d'amitié mutuelle des deux pays surmontera les quelques obstacles subsistant encore.

Au moment actuel, c'est en Silésie que sont violemment déchaînées les passions nationales adverses de la Pologne et de l'Allemagne. Ni l'un ni l'autre de ces Etats ne tâche de nous impliquer dans le conflit. Derrière la Pologne et l'Allemagne, c'est l'Angleterre et la France qui se trouvent aux prises. Les éléments nationalistes polonais n'ont guère à se louer des résultats du concours de la France. Cette dernière veut faire payer à la Po-

logne un prix plus qu'exorbitant pour l'aide fournie, en voulant lui imposer un traité de commerce usuraire qui dégarnira la Pologne de la moitié de son naphte, et en l'assujettissant à des conditions financières les plus onéreuses qu'on puisse imaginer.

L'intérêt réel de la Russie la porte à développer les relations commerciales avec la Pologne, qui jouait un rôle si considérable dans l'économie générale de l'ancien empire des tsars. Il est indubitable aussi que la Pologne, pays ruiné et dévasté à un point extrême, devenue l'objet d'une exploitation éhontée de la part de l'usurier français, peut s'attendre aux résultats les plus favorables si elle entre dans la voie de la reconstitution des liens économiques qui l'unissent à la grande plaine de l'Europe Orientale.

Dans aucun pays peut-être, le cauchemar du communisme n'a assumé des formes aussi hyperboliques que dans cette Finlande qui fut jadis l'exemple admirable du courage civique dans la lutte contre l'arbitraire. Son attitude des dernières années démontre cette vérité que la crainte est mauvaise conseillère. Quel spectacle extraordinaire n'est-ce pas de voir cette pléiade de jeunes membres de la société intellectuelle suédoise en Finlande, qui durant la terreur blanche des Bobrikov et des Seyn a produit de si vaillants champions de la liberté nationale, un Schauman, meurtrier de Bobrikov, un Arvid Moerne, éditeur de publications clandestines nationales révolutionnaires, devenus dans l'intervalle les alliés des généraux tsaristes rêvant de la restauration monarchique en Russie, et les acolytes de Mannerheim, un des principaux piliers de la contre-révolution tsariste. Nous avons vu également les sphères dirigeantes finnoises, ces puritains de la loi constitutionnelle, contre la résistance passive desquels se brisaient les coups d'Etat de Nicolas II, s'unir à ce même Mannerheim qui continuait, même après sa démission, sa politique d'alliance avec la contre-révolution russe. Dans la période où Youdenitch attaquait Pétrograd, les avions finlandais survolaient cette ville et ses environs en lançant des bombes, les batteries finlandaises bombardaient les côtes russes. Cette Finlande, qui jadis avait donné l'exemple le plus saisissant d'un amour passionné de l'indépendance nationale et des libertés civiques, contribuait à rétablir en Russie la domination de ses propres tortionnaires d'hier. Il y a 20 ans, il était habituel d'entendre dire à Helsingfors que les vertus antiques ne se développent nulle part aussi bien que dans une petite nation dans une situation précaire. 20 ans se sont écoulés et les vertus antiques se sont changées en alliance avec le knout.

La contre-révolution russe a été vaincue, et la République Soviétiste, assoiffée de paix et désireuse de relations amicales avec tous les autres pays, n'a pas hésité à consentir de lourds sacrifices territoriaux pour conclure un traité avec la Finlande. La paix de Iouriev a ouvert une page nouvelle dans nos relations avec la Finlande. Nous faisons actuellement le plus grand effort pour traduire cette paix dans la réalité. Les mêmes milieux hostiles ont continué cependant à nous susciter des obstacles à chaque pas. De la part de la Russie Soviétiste, l'accueil le plus favorable est toujours fait à tout désir admissible du Gouvernement Finlandais, mais toute patience vient à bout, lorsque par exemple, le gouvernement finlandais prétendit s'arroger le droit de faire la censure des livres que nous expédions à notre représentant à Helsingfors. Le gouvernement finlandais était plein d'une telle sollicitude pour le camarade Berzine, qu'il a voulu même nous interdire de lui envoyer toute publication de caractère subversif. Seule la littérature publiée avant 1918 pouvait être librement adressée à notre représentant. Cette sollicitude excessive des censeurs finlandais pour les lectures du camarade Berzine n'est qu'un exemple de la quantité innombrable de petits incidents diplomatiques qui depuis la reprise de nos relations avec la Finlande sont l'objet d'une lutte journalière continue. Le gouvernement finlandais s'est figuré que le bacille révolutionnaire serait extirpé si la légation russe, en entrant sur le territoire finlandais, était enfermée en quarantaine. afin qu'on puisse

LA SECONDE CONFERENCE DES FEMMES COMMUNISTES.

Séance de clôture.

A la dernière séance de la Conférence internationale des Femmes Communistes, Trotzky a prononcé l'allocution suivante dans laquelle il caractérise son importance et d'une façon générale le rôle de la femme sur le front révolutionnaire.

lui insuffler l'atmosphère de la république bourgeoise. Ce n'est que par la phobie de combattre le virus révolutionnaire qu'on peut expliquer cette exigence mise en avant au début par le gouvernement finlandais, car toutes les garanties médicales raisonnables étaient offertes de notre part et aucune raison d'hygiène ne pouvait expliquer cette quarantaine infligée à des individus dont la bonne santé était médicalement certifiée. Sur cette question, le Gouvernement Finlandais céda finalement. Mais dans l'intervalle nous avons dépensé encore un peu de polémique réciproque, et un peu plus de temps précieux avait été perdu pour la reprise des relations commerciales si nécessaires aux deux pays.

La Finlande est pleine de marchandises qui cherchent à s'écouler en Russie, et la Russie de son côté ressent le besoin le plus réel de ces marchandises. Cependant, grâce à ces petites escarmouches diplomatiques journalières, grâce aux incidents mesquins sans cesse répétés dans le genre de ceux qui sont cités plus haut, le Gouvernement Finlandais est parvenu à retarder l'ouverture des rapports commerciaux.

La même jeunesse enthousiaste des classes dirigeantes de Finlande qui lutta jadis activement contre le despotisme tsariste s'enflammait alors aussi de l'idée d'affranchir le peuple carélien consanguin du peuple finlandais. Les temps sont changés, et la République Soviétique russe, dès que les gardes-blancs contre-révolutionnaires, amis des dirigeants finlandais, eurent évacué les provinces septentrionales, fut la première à reconnaître une autonomie nationale complète au peuple Carélien, lequel dans ses Congrès des Soviets se constitua en Commune ouvrière et paysanne au sein de la grande famille soviétique de la Fédération des peuples de Russie. Les amis finlandais de Youdénitch et de feu Koltchak ne furent pas satisfaits, et leurs émissaires s'efforcèrent de fomenter des troubles en Carélie en y important des armes et de l'argent. La commune carélienne est bien décidée à conserver la liberté dont elle jouit au sein de la Fédération russe ainsi que son régime ouvrier et paysan qui l'a débarrassée du joug des exploités. Mais cet état de choses excita le mécontentement du Gouvernement Finlandais et donna lieu à une série de notes qu'il nous adressa.

La situation assez tendue qui existait malgré le traité de paix entre la Finlande et la Russie s'est grandement améliorée depuis que le Ministère d'extrême-droite du professeur Erich a cédé la place au gouvernement progressiste de Vennola. Peu à peu la tension disparaît, les différends se résolvent, les commissions prévues par le traité commencent à siéger, et contribueront bientôt à amener avec la Finlande des rapports aussi satisfaisants que ceux qui sont établis avec les gouvernements baltes, malgré leur caractère bourgeois.

Les petits pays du Nord qui durant la guerre étaient appelés neutres sont lents à marcher dans la voie de leurs propres intérêts.

Avec la Hollande, le premier pas n'est même pas fait encore vers la reprise des relations commerciales.

Avec le Danemark, qui cependant pourrait tellement profiter de sa situation géographique d'entrepôt commercial, les conversations commencent à peine.

La Norvège, dont la population de pêcheurs aurait tant à gagner à nous écouler ses harengs salés, cherche obstinément à nous poser, dans le traité de commerce que nous discutons avec elle, des conditions humiliantes plaçant nos représentants dans une situation incompatible avec notre dignité. Elle s'opiniâtre à ne pas reconnaître à nos marchandises l'immunité complète sans laquelle nous ne pouvons pas les importer.

Cette situation humiliante, la Suède s'efforce également de l'infliger à notre représentant, qui se trouve déjà à Stockholm, conformément à un accord commercial, partie inséparable de toute la série d'accords commerciaux qui ont ménagé à la Suède des bénéfices immenses. L'attitude tellement raide que le Gouvernement Suédois manifeste à notre égard n'est aucunement en harmonie avec le besoin que son pays a de soulager sa crise économique et son chômage en écoulant chez nous ses produits. Là aussi le temps sera le grand guérisseur; l'expérience pratique inculquera au Gouvernement Suédois la leçon qui lui paraît si dure de la nécessité de relations normales avec la République Soviétique de Russie. Celle-ci de son côté est toujours disposée à régulariser ses rapports avec tous les autres pays sur la base des intérêts mutuels et de l'avantage réciproque.

(à suivre).

G. TCHITCHERINE.

— Nous siégeons aujourd'hui, votre Conférence et le Congrès de l'Internationale, dont vous êtes une partie, dans une situation qui ne brille pas par sa netteté et sa clarté, comme semblait à première vue du moins la période qui suivit immédiatement la guerre. Nos ennemis disent même que nous nous sommes totalement trompés dans nos calculs. Les communistes, disent-ils, espéraient que la révolution mondiale éclaterait pendant la guerre ou immédiatement après. Depuis lors il y a eu beaucoup de mouvements révolutionnaires, mais ce n'est que dans la Russie, retardataire politiquement et moralement, que ce mouvement a triomphé et s'est maintenu. Dans tous les autres pays, il n'a abouti qu'à des grèves incessantes ou bien à remplacer les Habsbourg, et les Hohenzollern, par une dictature bourgeoise. De là nos ennemis tirent la conclusion que si le capitalisme n'est pas tombé dans les deux ou trois dernières années, c'est la preuve de l'impuissance du prolétariat ou de la vitalité du capitalisme. Aujourd'hui la question se pose à la IIIe Internationale de savoir si la période commençante verra le rétablissement du capitalisme sur une base plus solide ou bien des attaques toujours grandissantes du prolétariat. Je n'ai pas le moyen d'épuiser la question en ce peu de temps. J'essayerai de le faire au Congrès, comme me l'a demandé le Comité Exécutif de l'Internationale. Je ne ferai ici qu'une allusion. Pour nous autres communistes, marxistes, il est clair que les mouvements révolutionnaires sont suscités et déterminés par la situation économique. Mais le facteur subjectif, les dispositions révolutionnaires des masses qui font l'histoire joue également un rôle important. La guerre a anéanti des millions de vies et des milliards de valeur de la richesse nationale. Le capitalisme veut rétablir aujourd'hui l'équilibre rompu et affermir sa situation, il est impossible de calculer le crayon en main s'il réussira prochainement ou non. On peut dire une seule chose: si même les leçons de la guerre avaient passé sans profit pour le prolétariat, ainsi que les leçons de la révolution russe et de la semi-révolution d'Allemagne et d'Autriche et les leçons de ces sept dernières années, si même le prolétariat consentait de nouveau à courber le cou sous le joug, la bourgeoisie serait obligée pour restaurer entièrement sa domination de transporter le centre de gravité de sa puissance économique en Amérique, en Asie et en Afrique. C'est à quoi travaillent aujourd'hui les diplomates et les hommes politiques de la bourgeoisie. C'est là qu'est le sens de tout le Congrès de l'Internationale et de votre conférence: donner à l'Internationale le fermeté et la décision révolutionnaires nécessaires dans la lutte contre l'impérialisme mondial. La chose n'est pas si simple à réaliser dans le monde entier qu'il a pu nous sembler il y a deux ou trois ans. Le prolétariat est composé de couches diverses par leur passé économique et par leur éducation politique. Les couches les plus arriérées, les plus opprimées du prolétariat manifestent, en vertu du grandiose coup d'Etat accompli par la guerre, le plus d'impatience, le plus d'esprit révolutionnaire, alors que les éléments depuis longtemps saisis par le mouvement politique et les plus développés se montrent plus prudentes, plus retenus et manifestent même quelque conservatisme. Et le mouvement des femmes—je ne le dis pas parce que j'assiste à la conférence des femmes—à aujourd'hui une énorme importance pour le développement de la lutte révolutionnaire. Il y a ici une analogie avec les couches les plus retardataires et les plus opprimées de la classe ouvrière. La participation des femmes au travail salarié a fait des progrès énormes au cours de la guerre et de la révolution, surtout en Extrême-Orient. A en croire les sources japonaises, le travail féminin dans ce pays dépasse le travail masculin, et ce seul fait nous indique ce que doit être la participation de l'ouvrière au mouvement révolutionnaire dans son ensemble.

Il y a eu un arrêt de trois ans dans l'histoire. Ces trois ans ont été le succès de la bourgeoisie, et nous devons développer et approfondir davantage encore notre action internationale afin d'embrasser non seulement l'Occident, mais encore l'Orient, les pays coloniaux arriérés sur lesquels compte le plus aujourd'hui l'impérialisme international pour rétablir sa domination. La tâche du 8ème Congrès sera non seulement de confirmer, mais de formuler exactement cette vérité que l'éveil des travailleurs de l'Orient est

partie intégrante de notre programme aussi bien que l'insurrection du prolétariat occidental.

Dans l'ensemble, malgré la lenteur avec laquelle se développent les événements, notre force a grandi au cours de cette année. Nous avons perdu quelques illusions sur la rapidité d'évolution de la révolution mondiale, nos organisations ont grandi et se sont fortifiées, embrassant de nouveaux pays et de nouvelles couches du prolétariat. Mais nos ennemis n'ont pas dormi non plus, et cela prouve que la lutte engagée sera acharnée, réclamera une tension colossale des forces, une utilisation exacte et habile de toutes les parties du mouvement prolétarien. Dans ce mouvement la femme doit être et sera non plus une infirmière au sens politique du mot, non plus une sympathisante, mais une participante directe du front révolutionnaire commun. Voilà pourquoi du fond du cœur je vous félicite. Vive le prolétariat mondial! Vive le mouvement international des ouvrières!

A l'allocution de Trotski répond Clara Zetkin.

—Je suis convaincue, dit-elle, en s'adressant aux déléguées, que je ne parlerai pas seulement en votre nom, mais du fond même de vos cœurs, si je salue en Trotski non seulement le chef, mais aussi le créateur de l'armée rouge dont les commandants et les soldats sont pénétrés du seul désir de mourir plutôt que d'être esclaves et où côte à côte avec les ouvrières ont combattu et sont morts les ouvrières en qualité de commissaires et d'infirmières. Que cette armée rouge soit le modèle et l'exemple des armées rouges futures d'Orient et d'Occident!

Abordant l'ordre du jour, la Conférence adopte à l'unanimité une résolution sur le droit politique des femmes et une autre, proposée par l'Internationale de la Jeunesse, sur la collaboration des sections féminines avec les jeunes.

La conférence adopte la date du 8 mars comme journée internationale de l'ouvrière, jour de la première manifestation des ouvrières de Petrograd contre le tsarisme.

La cam. Stal donne lecture du rapport de la commission des mandats. A la conférence sont présentes 82 déléguées, dont 51 avec voix délibérative et 21 avec voix consultative. Par leur situation sociale elles se décomposent comme suit: parmi les voix délibératives 29 ouvrières et 32 intellectuelles, parmi les voix consultatives 14 ouvrières et 7 intellectuelles. Sont représentés 28 Etats. Stal note l'énorme progrès par rapport à l'année dernière, où l'on n'avait que 20 déléguées avec voix délibérative et 5 avec voix consultative, représentant 19 pays, et pour la plupart déléguées au Congrès de l'Internationale.

Kollontaï propose d'élire une commission comprenant une déléguée de chaque pays pour rédiger définitivement le manifeste.

Rolland Holst propose de charger le bureau de rédiger ce manifeste qui sera approuvé par une commission élargie. Cette proposition est adoptée.

Zetkin propose d'envoyer une adresse à deux camarades, qui surchargées de travail n'ont pu assister à la conférence: Zinoviev et Lenine. La proposition est adoptée.

Pendant la lecture de la résolution arrive à la Conférence un groupe nombreux de femmes orientales convoquées au congrès aujourd'hui remis des femmes de l'Orient. Elles sont toutes en costumes nationaux et beaucoup cachées dans leurs voiles. Elles sont applaudies et l'orchestre joue l'Internationale. Zetkin les salue au nom de la conférence. Elle dit que, quoique différentes par leur allure extérieure, elles sont un même corps avec le prolétariat russe. Leur partie et leur cause sont les mêmes le communisme révolutionnaire.

Plusieurs représentantes orientales parlent dans leurs langues nationales. Kollontaï donne lecture d'une proposition demandant qu'il soit organisé prochainement une conférence préliminaire pour étudier les formes et méthodes d'action parmi les femmes d'Orient. Les représentantes présentes devront y prendre part. „Nous venons de vivre une minute solennelle dit-elle en terminant. Cette minute sera inscrite dans l'histoire de l'Internationale. C'est l'entrée de la théorie des femmes d'Orient. N'est-ce pas le symbole de la puissance de l'Internationale Communiste?”

Après la clôture tous les assistants se lèvent et entonnent l'Internationale et se rendent sur la Place Rouge pour déposer des couronnes sur les tombes d'Inessa Armand et d'Ossen. Quelques mots furent prononcés sur la tombe et la marche funèbre exécutée.

L'Internationale Communiste.

Compte-rendu de la séance du Comité Exécutif du 13 juin 1921.

(Suite).

Le cam. Popov (Bulgarie), parlant au nom de la délégation bulgare, exprime sa satisfaction au sujet de la volonté exprimée par le Parti Tchéco-Slovaque de s'affilier à la IIIème Internationale. Toutefois la Délégation Bulgare estime également que le fait qu'à l'heure grave où nous sommes le Parti Tchéco-Slovaque a laissé à sa tête des opportunistes plus ou moins déclarés constitue un obstacle sérieux à son affiliation. En Allemagne en a vu se produire quelque chose de semblable lors de l'équipée de Kapp et la même chose en Italie. Le camarade Tausik n'a pas réussi à répondre d'une façon satisfaisante aux accusations dont Smeral a été l'objet. Certains faits montrent que les chefs du Parti sont, dans différentes questions, par exemple dans la question syndicale, nettement centristes et même contre-révolutionnaires. L'Internationale doit poser comme condition à l'affiliation du Parti Tchéco-Slovaque l'exclusion des leaders opportunistes. Alors seulement ce parti, devenu parti des masses, pourra servir la cause de la révolution (Assentiment).

Le cam. Boukharine regrette que Smeral ne soit pas présent lui-même. Il serait à désirer que je puisse m'expliquer avec Smeral personnellement. Smeral a répandu le bruit que je lui étais un ennemi personnel et la presse bourgeoise tchèque a exagéré ce bruit en disant que j'avais l'intention de le recevoir avec la troupe armée (vive agitation). Il me paraît inconcevable que cette légende ait pu surgir. Si les camarades tchèques partagent tous le point de vue que Tausik a exposé ici dans son discours, la cause de la révolution est en fort mauvaise posture en Tchéco-Slovaquie. Tausik a défendu Smeral à peu près de la façon suivante: Smeral, a-t-il dit, fera un excellent leader communiste parce qu'il n'a pas encore volé d'argenterie. Lorsque Smeral est venu à nous, il avait physiologie de pêcheur repentant, il s'introduisit ainsi dans notre famille, mais ses actes sont contraires à cette famille, contraires à l'Internationale Communiste. Nous pouvons très bien comprendre la nécessité d'une politique d'ajournement, quand elle est le désir des masses, mais dans le cas actuel il en est tout autrement: les masses sont beaucoup plus révolutionnaires que leurs leaders.

La politique des leaders tchéco-slovaques est nettement opportuniste. Les camarades de Tchéco-Slovaquie sont redevables de l'opposition aux communications du camarade Kreibich. Le cam. Tausik déclare que la conquête du pouvoir est rendue impossible parce que tous les Etats voisins sont ruinés. Tout homme tant soit peu raisonnable en tirerait justement la déduction que le moment est venu de mettre ce capitalisme ruiné au rancart. Si le casier judiciaire de Smeral est moins chargé que celui de Levi et de Serrati, il n'en est pas moins notre devoir de dire la vérité. Nous devons ici critiquer et nous exprimer ouvertement pour qu'aucun malentendu ne puisse surgir et pour que le Parti Tchéco-Slovaque puisse jouer dans le mouvement mondial le rôle qui lui incombe et contribuer de tout son poids à la ruine finale du capitalisme.

Séance du 14 juin.

Le cam. Stouthka fait une communication au sujet des atrocités contre-révolutionnaires dont sont victimes les communistes lettons. Il invite les camarades délégués à informer leurs prolétariats respectifs des actes infâmes de la bourgeoisie lettonne. Les assistants se lèvent pour honorer la mémoire des militants tombés victimes des atrocités.

Là dessus on reprend la discussion sur la question Tchéco-Slovaque.

Cam. Vanek: le cam. Tausik a indiqué avec raison que certains camarades ont interprété l'inexistence d'un Parti Communiste Unifié comme le fait d'un opportunisme nationaliste. Le Congrès de notre Parti a, dans sa lettre à l'Exécutif, très nettement indiqué que la constitution du Parti Unifié Centralisé serait abordée prochainement. La délégation tchèque en son entier le répète aujourd'hui une fois de plus à l'Exécutif. Si tous les membres de notre délégation ne sont pas d'accord avec la tactique de Smeral cela ne veut pas dire que le discours prononcé par Smeral au Congrès du Parti soit en contradiction avec les 21 conditions. Jeter Smeral, Levi et Serrati dans le même panier c'est être injuste, car il ne s'agit ici ni d'un manquement à la discipline, ni d'une trahison. Le Petit Bureau va vous proposer d'envoyer une lettre composée ici même au Parti Tchéco-Slovaque. Nous vous proposons par contre d'adopter pour base à vos décisions le texte d'une lettre élaborée

A L'ETRANGER.

par nous. Le mieux serait que le Petit Bureau se réunisse une fois de plus avec la Délégation Tchéco-Slovaque pour arriver à solution satisfaisante.

Le cam. Kuhn: Les communications des camarades Burian, Tausik et Vanek étaient imbues d'un esprit clairement et nettement anti-communiste: il aurait pu sembler qu'ils ont le dessein secret d'empêcher l'affiliation du Parti à la IIIe Internationale. Mais je suis justement pour l'affiliation du Parti parce qu'il est clair qu'il n'est pas encore un parti communiste dans le sens propre de ce terme. Mais que la majorité de ses membres ont un esprit vraiment communiste et révolutionnaire et seul un petit groupe de leaders met obstacle au développement communiste.

Le cam. Kuhn cite là-dessus l'article d'un certain J. Berlina paru dans l'organe hebdomadaire des indépendants "le Socialiste".

"Smeral est le leader du Centre à l'intérieur du Parti. Ce qu'il a dit aurait pu être dit aussi bien par un social-démocrate par trop révolutionnaire. Dans ce qu'il a dit s'exprime le doute, si la tactique du Parti a ou non réussi à rallier les masses. Si c'est oui, c'est que cette tactique était la bonne, si c'est non, elle était erronée. Voilà ce que dit Smeral et personne ne peut dire qu'il y a entre cette conception et le communisme contemporain quoi que ce soit de commun".

C'est un opportuniste tchèque qui écrit cela. Tout Smeral est dans ces quelques lignes.

Kuhn revient une fois de plus au cas de Lew et Kernansky qui malgré la publication d'un article hostile à la conquête des syndicats et qui fut publié dans le "Rude Pravo" furent sur l'instance de Smeral laissés dans le Parti. "Smeral lui-même s'est prononcé en faveur d'une décentralisation. Quant à moi personnellement je suis pour l'affiliation du Parti à l'Internationale Communiste, car je sais que l'Internationale Communiste est heureusement assez forte pour n'avoir rien à craindre. Je vote pour l'adoption de la résolution.

Le cam. Zinoviev expose les fondements de la résolution proposée et en fait lecture.

Le cam. Burian: Il s'agit ici d'un parti qui a apporté de lourds sacrifices et qui en même temps est l'un des plus grands Partis Communistes. Nous en appelons à votre sentiment de responsabilité. Pourquoi défendons nous Smeral, et comment le défendons nous? Je ne suis pas d'accord avec toutes les opinions de Smeral. Nous ne défendons Smeral que pour autant qu'il s'agit de l'existence de notre parti. Nous sommes pour ainsi dire agglomérés avec Smeral et comme nous savons que c'est un camarade à toute épreuve, nous avons estimé qu'il était de notre devoir de le défendre. Nous avons reçu mandat pour défendre l'affiliation de notre Parti à l'Internationale Communiste, mais non point du tout pour abjurer Smeral. Certains militants après avoir longtemps travaillé dans le mouvement ouvrier ont été condamnés pour s'être rendus coupables de grandes fautes, ainsi Scheidemann et Noske, Serrati et Levi. Quant à nous, on ne peut rien nous imputer, aucune trahison, aucun manquement à la discipline. Si nous sommes prêts à nous soumettre à la critique, nous ne pouvons pas nous incliner devant les accusations que la résolution contient.

Nous proposons à notre tour une résolution où il n'est parlé ni du centrisme, ni de Smeral, mais qui contient tout ce que pratiquement on peut exiger de nous. En tout cas j'espère que tout ce que j'ai dit a suffi à convaincre mes auditeurs qu'il est non seulement facile, mais qu'il est nécessaire d'apporter à la résolution des corrections fondamentales.

Il est décidé que Kreibisch prendra la parole dans la séance suivante pour clore les débats.

Chez les Blancs.

Constantinople, 15 juin. — La "Presse du Soir" annonce que les dissentiments entre le Conseil Russe de Wrangel et le Conseil Cosaque ont eu leur écho dans les camps de Cosaques. L'Etat-Major de Wrangel a répondu à Lemnos une lettre adressée par Wrangel à l'ataman, dans laquelle il est question d'une rupture entre lui et les Cosaques disant que s'il a été possible de transporter les Cosaques en Serbie, c'est uniquement grâce au représentant de Wrangel, Chatilov. En outre Wrangel a pris des mesures pour n'admettre dans les camps aucune personne étrangère, afin de couper court à toute agitation contre le Conseil Russe. Les Cosaques du Kouban ont l'impression que l'armée de Wrangel part pour la Serbie, et que celle des atamans reste à Lemnos. C'est pourquoi ils abandonnent leurs règiments pour passer dans le camp des réfugiés.

France.

Berlin, 15 juin. — Toute la presse bourgeoise accorde une énorme importance à l'entrevue de Loucheur avec Rathenau à Wiesbaden, qui montre que les relations franco-allemandes entrent dans une nouvelle phase. La presse gouvernementale, comme la nouvelle presse démocratique, ne cache pas son plaisir de la perspective d'une prochaine collaboration franco-allemande. Loucheur lui-même proclame dans le "Matin" sa profonde satisfaction de ses entretiens avec Rathenau. Seul l'"Echo de Paris" dénonce le danger de la nouvelle amitié franco-allemande et accuse l'Allemagne sous prétexte de collaboration de rechercher des concessions réelles. La responsabilité de la nouvelle politique retombera sur Briand qui ayant renoncé à la politique de force penche naturellement à croire un accord possible avec l'Allemagne.

La presse communiste dénonce violemment la vraie signification de l'entrevue de Wiesbaden. L'"Humanité" écrit: La "rencontre de Loucheur, représentant la ploutocratie industrielle française, avec Rathenau, représentant la bourgeoisie allemande, est un symbole. Le voleurs s'entendent pour le partage des milliards. Les frais de l'accord retomberont sur le dos des prolétaires français et allemands.

Allemagne.

Berlin 16 juin. — A la séance du Reichstag les déclarations de Rathenau ont fait la meilleure impression. Il a annoncé que la France consent en principe à faire participer des représentants de l'industrie allemande à l'élaboration du plan de reconstitution des contrées dévastées. On dit que de grosses difficultés sont apparues lors de la première entrevue entre Rathenau et Loucheur. Les Français veulent élaborer un plan tel que l'industrie allemande ne puisse en aucun cas concurrencer l'industrie française. C'est seulement à l'entrevue de Wiesbaden que Rathenau et Loucheur s'entendirent, le 10 juin. Pour éviter à l'avenir toute contestation, les deux parties ont rédigé des mémorandums écrits dans lesquels ils exposent leur point de vue.

Berlin 16 juin. D'après le Ministère allemand de l'Agriculture, les perspectives de récolte sont extrêmement favorables. Cette nouvelle est accueillie avec grande joie par les Allemands, inquiets des nouveaux impôts écrasants que le cabinet Wirth est obligé de présenter prochainement au Reichstag. En outre le Ministre de l'Agriculture a déclaré que pour la première fois depuis 1914 il restera des stocks importants de blé au moment de la nouvelle récolte. Le chancelier Wirth et le ministre de la Restauration Rathenau ont adressé aux propriétaires et aux petits fermiers un appel à augmenter la productivité de leurs exploitations afin d'élever la quantité de denrées alimentaires nécessaires aux ouvriers sur qui retombera tout le poids des contributions à payer aux alliés.

Berlin 13 juin. — Aujourd'hui a commencé au Tribunal Extraordinaire de Berlin le procès de Geltz, chef de l'insurrection de mars en Saxe. L'accusé a déclaré que tous ses actes avaient été dictés par le devoir révolutionnaire. A une série de questions posées par le président Geltz refusa de répondre. Comme on lui demandait si le mouvement n'avait pas été suscité par des instructions de Moscou dont il avait été reçu environ 1 million de marks-or, Getz répliqua que le mouvement avait été provoqué par le gouvernement allemand.

Berlin 13 juin. — La grève générale de protestation contre le meurtre de Harreis s'est étendue de Munich à d'autres villes de Bavière. A Nuremberg, Cobourg, etc la circulation des trams est arrêtée, ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Aucune usine ne travaille. Malgré les efforts de la police et du gouvernement, des meetings et des manifestations ont eu lieu lundi à Munich. A Berlin les partis socialistes ont organisé une manifestation de protestation à laquelle le Vorwaerts a consacré son article de tête sous le titre: "A bas Kara!".

Berlin, 14 juin. — Malgré la déclaration du gouvernement sur la prochaine liquidation des tribunaux extraordinaires, ces derniers continuent à fonctionner et tous les accusés ayant pris part un tant soit peu au mouvement de mars sont condamnés aux travaux forcés pour de longues années. Hier le Tribunal Extraordinaire de Halberstadt a condamné le com-

muniste berlinois Germain Franke à 15 ans de prison. Le procès de Geltz continue. Pendant l'interrogatoire des témoins, la défense a constaté que pour la première fois dans la pratique judiciaire allemande, on voit figurer des témoins subornés. Comme on le sait, après l'arrestation de Geltz le président de la police de Berlin a promis une gratification de 50.000 marks aux personnes ayant des communications à faire sur les agissements et les crimes de l'accusé.

Berlin, 14 juin. — La manifestation du prolétariat berlinois au sujet du meurtre de Harreis s'est déroulée sans trouble et avec un immense succès. Les orateurs, communistes et indépendants, ont invité le prolétariat à s'unir contre la réaction.

A Munich ont eu lieu hier les obsèques de Harreis. Il n'y a pas eu de choc avec la police. Les ouvriers ont repris le travail aujourd'hui. Le gouvernement bavarois, se refusant à désarmer complètement l'Einwohnrwehr, a profité de cette grève pour retarder le désarmement. Dans un communiqué officiel, Kara déclare que la population n'est pas disposée à rendre ses armes, à cause des mouvements ouvriers.

Riga, 16 juin. — Le correspondant berlinois du "Journal" parle de bruits d'après lesquels l'Allemagne aurait demandé la restitution du Cameroun et de plusieurs autres de ses colonies sous la forme d'un mandat de la Ligue des Nations. Les anglais ont répondu par un refus catégorique. Néanmoins il aurait été donné à comprendre au cabinet de Berlin que la Ligue des Nations pourrait céder à l'Allemagne le Cameroun, administré actuellement par la France. Le Ministre des Colonies Sarraut dément ce bruit.

Haute-Silésie.

Hanovre 15 juin. — Les insurgés polonais reculent de Ratibor et obéissent à l'ultimatum du général allemand Hofer qui les menaçait d'attaque eu cas où le bombardement durant depuis 3 semaines ne cesserait pas.

Depuis le début de l'insurrection jusqu'au début de juin les insurgés ont exporté plus de 9 millions de marks de charbon appartenant à l'Etat allemand. Sur ce chiffre Korfanty n'a payé que 3 millions en marks d'Empire. Aux entreprises privées le charbon est enlevé sans aucune compensation.

Varsovie, 16 juin. — Les journaux polonais du 10 annoncent de Bevtan par suite du refus des Allemands d'accepter les obligations déjà acceptées par les insurgés, la commission interalliée a suspendu le mouvement de retraite des forces insurgées.

Varsovie, 16 juin. — D'après "l'Orient" de Sosnowice les Allemands, malgré les promesses données aux Alliés, ne cessent d'attaquer les localités occupées par les insurgés. Il est établi que sur certains points les Allemands ont passé sur la rive droite de l'Oder. La Commission Alliée a été avisée de ces faits. Les troupes insurgées n'ont presque aucun contact avec les Allemands, car sur tout le front, les Anglais et les Français, les Italiens au Sud se sont placés entre Polonais et Allemands. Des rencontres ont eu lieu entre les Allemands d'une part, les Français et les Anglais de l'autre.

Pologne.

Kharkov, 10 juin. — Les journaux de Lvov annoncent que dans les milieux parlementaires, la proposition de l'ancien ministre Sapieha sur la reconnaissance de l'ambassade polonaise à Moscou comme ambassade de second ordre a suscité une forte opposition. Ce projet a été également mal reçu au Conseil des Ministres, qui a décidé que cette ambassade sera une des plus importantes.

Varsovie, 16 juin. — Hier a eu lieu une conférence de Witos avec les députés Daszinski, Barliski et Moraczewski. Le parti socialiste de Pologne a refusé d'entrer dans le gouvernement de coalition, tout en lui promettant son soutien dans les questions nationales.

Varsovie, 16 juin. — Les journaux de Varsovie annoncent que le groupe des démocrates chrétiens a décidé de rappeler son représentant dans le cabinet Witos, le Ministre de la Justice Novodvorski.]

Varsovie, 14 juin. — D'après les journaux de Varsovie, le ministre des Finan-

ces Steczovski a demandé sa retraite. Les journaux de droite ajoutent qu'on s'attend au départ des ministres de la Justice, Novodvorski, et de l'Agriculture, Racinski, et que le cabinet Witos est à la veille d'une nouvelle crise. Le nouveau ministre des affaires étrangères Skirmunt arrive vendredi à Varsovie.

Kharkov, 10 juin. — Le journal de Danzig "Dzennik Gdanski" du 7 juin, insère un appel du gouvernement provisoire de la République Slovaque au peuple polonais. Dans cet appel les Polonais sont invités à soutenir le mouvement en faveur des Indépendants de Slovaquie. Le Gouvernement Slovaque déclare que la Slovaquie indépendante garantira la sécurité de la frontière polonaise sud en supprimant le danger d'attaque de la part des Tchèques.

Berlin, 14 juin. — Le journal de Savinkov "La Liberté" annonce que Tchkhéidze et Ramichvili sont en route pour Berlin. Le même journal déclara que Pilsudski a relevé Paderewski de ses fonctions de représentant polonais à la Ligue des Nations.

Tchéco-Slovaquie.

Berlin, 15 juin. — D'après le correspondant du "Temps" à Sofia, un bureau de l'Internationale Verte a été constitué à Prague pour coordonner les ligues de paysans de tous les pays. Ce bureau doit préparer une Assemblée Constituante de l'Internationale Verte.

Pays Baltiques.

Riga 13 juin. — Le Gouvernement letton s'avertit au préalable le Gouvernement Russe, expédia de Lettonie sur la frontière russe un convoi de sujets lettons déclarés indésirables dans la République démocratique. Lorsque les gardes-frontière russes, n'ayant pas été prévenus comme d'habitude de l'arrivée de cet échelon, se refusèrent à le recevoir, l'escorte lettone se mit à fusiller ses concitoyens. Alors les autorités russes comprenant la provocation consentirent à recevoir les bannis, mais deux avaient été déjà mis à mort.

La cour martiale a statué sur l'affaire des communistes lettons, membres du comité central communiste, et du groupe terroriste de Kretoul, au total 20 personnes accusées de tentative de renversement du gouvernement par les armes. Il a condamné à mort 17 accusés. A l'égard de 8 d'entre eux la peine a été commuée en travaux forcés à perpétuité, les 9 autres ont été exécutés dimanche à 2 heures du matin.

Au sujet de ces événements le représentant plénipotentiaire de la R. S. F. S. R. a adressé au Gouvernement letton une note se plaignant de l'expédition en Russie de bannis lettons sans avertir le Gouvernement Soviétiste comme d'un acte en contradiction flagrante avec le traité de Riga. En ce qui concerne les communistes lettons, le gouvernement russe a usé de tous les moyens en son pouvoir pour empêcher leur exécution. Il avait proposé au gouvernement letton de les échanger contre des citoyens lettons condamnés en Russie à la peine de mort, conformément au précédent créé avec la Hongrie. Dans un entretien personnel avec les ministres des Affaires Etrangères et de l'Intérieur Ganetski déclara que pour sauver les victimes le gouvernement russe était prêt même à d'autres concessions. Meerovitz et Berg exprimèrent leur plein assentiment à la proposition du représentant de la Russie et l'assurèrent que la sentence ne serait pas exécutée et que les condamnés étaient en pleine sécurité. Malgré ces déclarations des Ministres, les condamnés ont été mis à mort par le gouvernement letton. Le représentant russe exprime sa profonde indignation et sa plus ferme protestation contre ces actes, au nom du Gouvernement Russe qui se réserve d'en tirer les conclusions de droit.

Riga 13 juin. — Le "Jaunakas Zinas" donne quelques renseignements sur la personnalité des fusillés du 11 juin. La figure la plus marquante est Schill, dit Martin Zvedris, portant un passeport au nom de Segline, secrétaire du Comité Central communiste et rédacteur de la "Zina" clandestine. Il était l'auteur de tous les articles plus ou moins importants dirigés contre le gouvernement. Il avait travaillé à la convocation du Congrès Communiste letton sous le gouvernement des soviets. Après la chute de Riga il était resté illégalement, prenant part au mouvement.

Stobrine, trésorier du comité central, était aussi un des principaux propagandistes clandestins. Il préparait la publication d'une feuille illégale dont il devait être le rédacteur. Son pseudonyme littéraire est Brouklenais.

Riga 14 juin.—Au sujet de la note remise par le représentant russe au gouvernement letton, le Social-Démocrate du 14 écrit: „Il est clair que les répressions dirigées contre ces citoyens lettons seront un cop dur pour les bonnes relations entre la Russie et la Lettonie. Elles équivalent à une rupture des relations diplomatiques. Nous ignorons les accusations lancées contre le gouvernement letton dans la note en question mais en tout cas il est d'une inconcevable myopie politique de mettre une telle hâte à exécuter des condamnations à mort semblables pendant un changement de gouvernement. Conformément au traité les condamnés avaient le droit d'optation, dont le délai, courant à partir de la ratification, n'est pas encore écoulé. Le nouveau conflit que nous devons à M. Berg aurait du être liquidé par accord entre les deux gouvernements, car de nos relations dépendent nos transports avec la Russie et la reprise de l'activité dans nos ports.

Riga 14 juin.—Le Social-Démocrate du 14 ajoute que les bannis furent expédiés en Russie sans avertir le gouvernement russe. Il y avait parmi eux des gens qui s'étaient refusés à opter pour la Russie. D'après le traité de paix ce bannissement est inadmissible. Le gouvernement letton promet de retenir l'échelon à Riejtisa, mais au lieu de cela il l'expédia à la frontière. Il a été répondu au gouvernement russe que le ministre des Affaires Etrangères avait oublié d'envoyer en temps voulu un de ses représentants à Riejtisa.

Riga, 16 juin.—A la dernière séance de l'Assemblée Constituante il a été donné lecture de la liste du nouveau Cabinet: Président du Conseil et Affaires Etrangères, Meerovicz (Ligue paysanne); Intérieur, Kvesis (Ligue Paysanne); Défense, Zemgals, Justice, Goltzman (social-démocrate de droite); Agriculture et Vice-Présidence, Samuel (Parti Populaire); Finances, Commerce et Industrie, Kalnin (sans-parti); Chemins de fer, ingénieur Pauliok (sans-parti); Instruction Publique, Daugé (sans-parti); Travail, Dukkurs (S. D. de droite); Contrôle d'Etat, Ozolin (S. D. de droite); Vice-Ministre des Affaires Etrangères, Salmis (S. D. de droite); Vice-Ministre de l'Intérieur, Rudeulis (Parti Paysan de Latgalie).

Pays Balkaniques.

Berlin, 16 juin.—Take Jonsescu a déclaré au correspondant du „Temps“ que toutes les nouvelles sur un danger bolchévique en Roumanie ne méritent aucune créance. La Roumanie est entièrement loyale par rapport à la Russie. L'état de paix existant déjà, il ne peut pas être question de conclure un traité de paix entre la Roumanie et la Russie. Jonsescu se propose principalement de constituer une alliance défensive de tous les Etats victorieux de l'Europe Centrale et Orientale pour conserver les traités de paix et écarter les tiraillements entre voisins dont pourrait profiter l'Allemagne.

Proche-Orient.

Berlin, 16 juin.—Le Grand Visir Tewfik Pacha interviewé par le correspondant du „Petit Journal“ à Constantinople, a déclaré que la Turquie, quoique intéressée à des relations amicales avec l'Europe exige avant tout son indépendance politique et économique. Il insiste sur l'importance d'un accord complet entre les cabinets de Constantinople et d'Angora. Actuellement il n'y a pas de relations directes entre eux. Il espère que les conditions raisonnables satisfaisant les exigences territoriales turques et renonçant à tout projet de partage de la Turquie ne seront pas repoussées par Angora.

Extrême-Orient.

Riga, 15 juin.—Le „Roul“ du 12 annonce, d'après des renseignements d'Helsingfors que conformément à la déclaration du général Komoura, commandant les forces japonaises à Vladivostok, les Japonais ont l'intention de pousser vers l'ouest pour occuper certains points stratégiques.

Etats-Unis.

Hanovre, 15 juin.—D'après une information de New-York, 200 tailleurs israéliques de cette ville ont constitué une coopérative sous le nom de la „Troisième Internationale“.

REVUE DE LA PRESSE ETRANGERE.

Italie.

Le P. C. et le „Fascisme“.

Sous le nom de fascisme s'est développée en Italie une très violente réaction bourgeoise contre le mouvement prolétarien.

Tandis que le parti socialiste s'est replié sur les positions plus arriérées, qui l'amèneront dans les bras de la contre-révolution, le parti communiste au contraire a pris une position très nette de lutte.

Les épisodes de rencontre entre fasciste et travailleurs se sont multipliés. Le parti socialiste n'a pas cessé de recommander le calme et la résistance passive ou bien la non-résistance. Les noyaux communistes luttent de toutes leurs forces, et bien souvent les ouvriers socialistes sont avec eux. Plusieurs camarades ont été repoussés et des villes entières se sont insurgées, mais alors des forces régulières ont „rétabli l'ordre“, désarmant, emprisonnant, arrêtant les prolétaires, ou bien les livrant aux représailles des fascistes qui ont suivi leurs vengeurs.

Les provinces les plus atteintes par la réaction sont Ferrara, Modena, Rovigo, Bologna, Perugia. Dans la Lombardie et la Toscane, et aussi Venise, le fascisme se répand contre la résistance des travailleurs.

Qu'est que c'est le fascisme au point de vue social politique? Voilà une question qu'il nous est impossible d'exposer ici dans tous ses termes d'expérience et de théorie. L'organe central du parti, „Il Comunista“, dans une série d'articles a soutenu que le fascisme n'est point du tout un mouvement d'extrême droite de la bourgeoisie tendant à supprimer les garanties du régime démocratique, mais que son objectif immédiat est, par l'action violente de ses bandes, d'amener le parti socialiste sur un terrain de renonciation à toute tendance révolutionnaire et de collaboration avec la bourgeoisie. S'étant assuré, sinon l'alliance, au moins la neutralité pratique des socialistes, le fascisme se ruera sur les communistes, surtout si le prolétariat s'engage dans une action pour la conquête du pouvoir. Les faits commencent à confirmer cette explication, que nous ne faisons qu'exquisser ici.

Allemagne.

Les profiteurs de la Reconstitution.

Aux profiteurs de guerre et aux écumiers de révolution s'est jointe une nouvelle secte de parasites,—les profiteurs de la reconstitution. En France c'est monsieur Loucheur et en Allemagne Rathenau qui assument les travaux de la reconstitution. Tous deux sont des industriels de première grandeur qui peuvent se mesurer avec Stinnes. Il n'est pas étonnant que ces deux frères d'armes ne veuillent pas laisser leurs parents dans le pétrin.

Un socialiste émigré des régions dévastées donne d'intéressants détails sur la façon dont sont employées les sommes exprimées par pressurage des ossements du prolétariat soi-disant pour la reconstitution. Une vingtaine de gros industriels sont avantagés de la façon la plus scandaleuse tandis que les gens de peu qui ont tout perdu ne reçoivent rien. Les gros industriels qui en temps de paix avaient exploité de façon éhontée les régions dévastées ont obtenu satisfaction des neuf dixièmes de leurs exigences exorbitantes et monsieur Loucheur, leur protecteur attitré, regrette de ne pouvoir leur donner davantage.

Monsieur Rathenau de son côté ne veut pas être en reste avec son complice, aussi s'efforce-t-il d'écarter en conscience les ouvriers allemands.

Les pogroms juifs sous le régime republicain.

Les persécutions dont sont victimes les juifs, s'ajoutant à celles de la classe ouvrière, ont abouti aux atrocités inouïes qui ont eu lieu dans le camp de concentration de Stargard. Un incendie ayant éclaté il y a quelques jours dans un des baraquements du camp dont les portes étaient toutes fermées à clé les détenus voulurent sauter par les fenêtres pour échapper au feu. Les sentinelles les menacèrent de coups de feu et maltraitèrent ceux qui néanmoins avaient osé sauter. En résultat tout ce qu'il y avait dans le baraquement: habits, documents, argent a été détruit par le feu. Un grand nombre de détenus ont des brûlures profondes. Un sous-officier a déclaré que la prochaine fois il faudrait laisser brûler les juifs. Il s'agit ici d'ouvriers juifs importés par les profiteurs de guerre des régions orientales occupées par les armées.

Comme on le voit, la formule est ici en vigueur qui dit: „Frappez le juif, mais songez à l'ouvrier“.

Les provocations de l'Orgesch.

On mande de Munich que des feuilles volantes y ont été distribuées dans lesquelles les ouvriers étaient invités à la grève générale. Ces appels étaient signés par l'U. S. T. et le V. K. P. D. Or les signatures sont fausses et ces appels sont des faux. L'Orgesch a sans doute de nouveau besoin de verser du sang ouvrier pour démontrer à quel point elle est indispensable.

Des détails sur le procès Brandler.

Des communications qui nous sont parvenues jusqu'ici à propos du procès Brandler nous puisons les détails suivants:

C'est le 6 juin que commença devant le premier tribunal extraordinaire de Berlin le procès Brandler. Les défenseurs sont les avocats Weinberg et Gareis. Brandler est accusé de dispersion d'écrits subversifs et d'excitation à la violence. Comme pièce à conviction: les appels du Parti et les articles de la „Rote Fahne“ pendant les journées de mars.

Au début de la séance surgit la question du ressortissement national de Brandler qui est originaire de Bohême. Mais on décida que comme Brandler a été pendant les premiers temps de la révolution suppléant d'un sous-secrétaire d'Etat il peut être considéré comme ressortissant de l'Etat Allemand.

Le cam. Brandler déclare qu'il prend sur lui pleine et entière responsabilité de tous les actes qui lui sont imputés et qu'il se refuse de dire quoi que ce soit qui puisse charger d'autres camarades. Les considérations qui ont déterminé le Comité Central du V.K.P.D. à déclencher le mouvement de mars sont les suivantes:

1) Le danger d'une rencontre militaire en Haute-Silésie, danger déterminé par la concentration des troupes et des armements sur la frontière silésienne. A cette époque Kahr déclarait au Landtag bavarois qu'il s'opposait nettement au désarmement des bandes de l'Orgesch, malgré les exigences formelles du Gouvernement.

2) Les sanctions de l'Entente.

3) Les mesures prises par Hörsing pour liquider les organisations ouvrières et pouvoir à loisir continuer ses préparatifs belliqueux.

Le cam. Brandler proteste avec véhémence contre l'accusation de haute trahison: il ne s'agissait pas de trahison pendant les journées de mars. Il s'agissait simplement d'exiger la réalisation des huit revendications qui avaient été présentées au gouvernement par les partis socialistes et les syndicats au lendemain de l'équipée de Kapp.

Le président du tribunal cite certains passages du programme de l'Internationale Communiste concernant le renversement par la violence des gouvernements existants et la ruine systématique de l'état bourgeois. Brandler riposte là-dessus que ce sont à les lignes maîtresses du schéma théorique du grand problème politique, mais que ce ne sont pas elles qui ont servi de base à l'action de mars.

Sont entendus les témoignages du ministre de l'industrie de l'état libre de Saxe et de deux propriétaires d'usines. Le ministre Fehlich dit qu'il connaît Brandler pour un homme intelligent et raisonnable qui pendant toute son activité politique n'a jamais excité personne à la violence.

Palestine.

Les désordres de Jaffa.

Jérusalem, 26 mai.—A la suite des récents troubles de Jaffa, des condamnations variant de six mois de prison avec fustigation à trois mois de prison avec petites amendes ont été prononcées contre un certain nombre d'Arabes coupables de pillage et d'autres.

Un tribunal spécial jugera les crimes plus graves. (Journal du 29/5).

EN RUSSIE.

— Le soviet d'Odessa, après les dernières élections, comprend 650 communistes sur 976 députés.

— Dans les chefs-lieux de districts de la province de Novgorod fonctionnent des sessions spéciales des tribunaux populaires, dans lesquelles entrent des assesseurs ouvriers. Elles sont spécialement chargées de juger les affaires de concussion.

— Le congrès des anciens makhnoviens amnistiés par la décision du Congrès des Soviets a voté une résolution dans laquelle ils se félicitent d'être sortis de ces bandes de brigands et invitent leurs anciens compagnes à suivre leur exemple.

LA REVUE ROUGE.

Le drapeau rouge flotte sur les murailles déchiquetées du Kremlin.

Midi.

Entre les sons mélodieux des cloches de la tour retentit le cri: „Parade smirno! La musique joue l'Internationale et le cam. Trotsky s'avance le long du front suivi de Mouralov, commandant de la garnison de Moscou, de Kameney, du général Brousilov et d'autres personnalités militaires. „Zdravstvuite, tovaristchi! (bonjour, camarades)“ dit le Commissaire du Peuple à la Guerre. „Slougim revoliucii (nous servons la révolution!)“ Telle est la réponse exaltée et fière. Les acclamations retentissent unanimes lorsque le chef des armées rouges s'approche de la large tribune, qui contient à peine le groupe imposant des délégués au IIIe Congrès. Les nations de tous les pays sont représentées depuis les allemands jusqu'aux femmes orientales, enveloppées de leurs tchatchafs noirs. Tableau d'une diversité chatoyante de couleurs; aucune ville du monde n'en a vu de semblable.

Trotsky, en civil, monte à la tribune pour saluer, comme il peut le dire avec fierté, les représentants du prolétariat des cinq parties du monde. „Nous sommes pauvres, leur dit-il, nous sommes affamés, et nous ne le dissimulons pas à nos hôtes. Ils savent que nous sommes épuisés par des années de guerre; mais ils savent aussi que l'affranchissement de la classe ouvrière exige de longues et sanglantes épreuves. Les prolétaires de tous les pays affluent à nous en vagues chaque jour plus profondes, vous, leurs représentants, vous nous apportez à nous, soldats de l'armée rouge, l'expression de leur sympathie chaleureuse. Malheureusement ils ne peuvent pas nous dire que eux aussi, ayant suivi notre exemple, ils ont détrôné leur bourgeoisie, car les bourgeois de là bas sont plus roués que les nôtres. Nous en serons quitte pour attendre un an, deux ans ou plus. Nous resterons fidèles à notre poste. L'armée rouge du prolétariat russe continuera à défendre le prolétariat mondial contre les oppresseurs, je le jure en son nom, sur cette place qui a vu couler le sang des ouvriers. Vaincre ou mourir, tel est notre seul désir et notre mot d'ordre: Vive la révolution mondiale et vive l'Internationale Communiste!“

Aux frénétiques acclamations se mêle l'élan puissant de l'Internationale. Des milliers de cœurs battent à l'unisson...

Les représentants des diverses nations expriment leurs salutations traduites par les camarades Lounatcharsky et Radek.

La revue proprement dite commence. D'abord la milice ouvrière des divers quartiers de Moscou. Ils ne peuvent pas se vanter d'un uniforme élégant, ils portent presque tous la simple blouse ouvrière mais c'est avec décision et vigueur qu'ils étrennent leur arme avec laquelle ils sont prêts à verser la dernière goutte de leur sang pour la défense de la dictature prolétarienne. Trotsky s'adresse aux délégués français. „Voyez, camarades syndicalistes comment on conquiert et comment on défend le pouvoir prolétarien!“

Voici maintenant, fanions rouges en tête, les sociétés sportives, les écoles d'aspirants, les cours de préparation militaire, les détachements communistes d'affectation spéciale les groupes techniques et parmi eux des troupes actives en uniformes neufs: infanterie, artillerie, mitrailleurs, sapeurs, automobilistes: des bataillons formés d'ex-prisonniers allemands et polonais, d'émigrants. La cavalerie. Et enfin la jeunesse communiste, les yeux brillants d'exaltation, les joues enflammées.

A quatre heures la revue prit fin.

Des avions évoluaient dans les airs et des „saucisses“ se balançaient mollement que des photographes et des cinématographistes tâchaient de „prendre“: ces photographies et ces films iront confirmer au monde la puissance inébranlable de la classe ouvrière russe. Mais ils ne pourront donner qu'une faible idée de l'émotion et de l'admiration éprouvées par ceux qui ont vécu ce grand jour.

Le soir ont eu lieu des réunions dans lesquelles le prolétariat syndiqué a rendu hommage aux „héros du travail“. Les délégués étrangers prirent part à ces réunions. Des diplômes d'honneur furent distribués.

Waldemar.

Publié par la Section de la Presse de l'Internationale Communiste.

Le Rédacteur responsable: T. AXELROD.

Imprimerie de la IIIème Internationale.